

Comme évoqué lors de la Commission Exécutive du 25 juin, à la veille de la journée de revendications et de mobilisations du 28 juin CGT-FO- UNEF-UNL-FIDL qui a pris forme dans une manifestation de Bastille à République, les militants de l'Union Départementale FO 94 ont listé leurs revendications et difficultés liées à la situation économique et sociale, comme leur opposition à la politique du gouvernement Philippe/Macron.

- Du conflit des **cheminots** contre la réforme Spineta, aux suppressions d'emplois attendus dans divers secteurs, FO 94 tient à rappeler la **nécessité de construire le rapport de force** nécessaire à infléchir cette politique. La dernière rencontre des confédérations comme des bureaux confédéraux FO et CGT amorce cette construction pour la rentrée fin septembre ou début octobre.
- Après la réforme des PTT transformation d'administration d'Etat en deux sociétés anonymes de droit privé avec des fonctionnaires et des contractuels, c'est au tour de la SNCF de s'adapter, sous couvert de directives européennes de concurrence : transformation de la Société et du statut des personnels ; ce combat est aussi le combat et la défense des services publics en tout point du territoire avec la desserte des gares ferroviaires et des lignes peu rentables.
- Depuis janvier, dans les **hôpitaux et les EPHAD**, les personnels se battent contre le manque d'effectif et la suppression de postes, de la réduction de moyens budgétaires et de lits. Le Projet National de Santé 2 contenu dans la loi de finance inscrit 1,2 milliards d'euros d'économie sur la masse salariale et de 1,6 milliards d'euros sur le budget des Etablissements Publics de Santé, qui ne peuvent qu'impacter la Région IDF et nos Etablissements de Santé dans le PRS2.
- Concernant les **services publics** dans leur ensemble ou dans les services régaliens, les finances publiques à la veille du prélèvement à la source voient baisser encore leurs effectifs dans le cadre des -120 000 emplois à venir dans la fonction publique.
- Au **Crédit Foncier de France** dont le siège social est situé à Charenton le pont, les 5 perspectives d'évolution sont effacées au profit de sa disparition et de ses 2200 emplois et **216** agences locales ; le nouveau directeur de la Banque Populaire et Caisse d'Epargne BPCE a annoncé la mort de sa filiale du Crédit Foncier pourtant bénéficiaire de 33 millions d'euros sur le dernier exercice et son intégration dans le réseau bancaire du Groupe BPCE. C'est un coup très dur porté au secteur immobilier et à ses clients comme à ses personnels déjà frappés de plans de réorganisation et de PSE!
- Dans les **transports aériens**, c'est la menace contre **Aéroports de paris** ( SA depuis 2005 détenue à 50,6% par l'État) d'une privatisation qui ne dit pas son nom mais l'Etat entend bien se désengager au travers de la Loi PACTE, n'ayant pas vocation à gérer les trois aéroports de **Paris Orly Roissy le Bourget** mais plus à réguler le transport aérien. Dans le passé les personnels ont largement payé les réorganisations avec la suppression de 2000 emplois sur les 8 000 agents.
- Dans le **logement social**, la loi ELAN prépare la réorganisation des OPHLM avec une dimension cible de 15.000 logements par opérateur au travers de rapprochement en SAC (société anonyme de coordination), de privilégier la vente du parc social (40.000 logements/an) au privé, de précariser le maintien dans les lieux, avec la révision des droits de bail tous les 3 ans selon les ressources.
- Dans le **commerce et l'alimentation**, les salariés de **CARREFOUR France** sont encore les sacrifiés des réorganisations successives avec la suppression de 1850 emplois, la vente ou cession des 249 ex magasin DIA sans repreneurs à ce jour et à l'époque rachetés par Carrefour, la fermeture de Carrefour MARKET de Bonneuil s/marne
- Dans l' **Education Nationale**, c'est la rentrée scolaire de sept 2018 avec son lot de fermetures de classes en Val de Marne, quelques ouvertures au gré des mobilisations des enseignants et parents d'élèves et la mobilisation gagnée pour ramener les rythmes scolaires à la semaine de 4 jours partout (exception de l'entement de Maisons Alfort et Vincennes).
- C'est encore le système **Parcours sup** avec une sélection à l'entrée universitaire selon des "algorithmes", le contrôle continu du baccalauréat et un examen recentré sur quelques épreuves finales ; **Le baccalauréat, diplôme national reconnu dans les conventions collectives et équivalent à un niveau de salaire, est un des piliers des garanties collectives. Il s'appuie sur des programmes nationaux centrés sur des connaissances disciplinaires.**
- Dernièrement en date, c'est encore le projet de loi "**avenir professionnel**", ou la liberté de se débrouiller seul qui attaque la formation professionnelle, l'apprentissage ouvert jusqu'à 30 ans, la révision de l'assurance chômage ouvert aux démissionnaires et la remise en cause du paritarisme.
- C'est enfin, un amendement fort de sens avec le changement de la "**Sécurité Sociale**" en "**Protection Sociale**", qui pourrait effondrer notre système actuel, collectif et solidaire, porté alors vers les assurances privées. Nos cotisations ne seraient plus là "pour sécuriser les parcours de vie mais pour protéger des risques de l'existence." Cela pourrait augurer d'une réforme plus profonde des retraites vers un système à points sans aucune lisibilité dans le temps comme la révision des pensions de reversions où chacun devrait se prémunir.